



Steenvoorde , le 20 novembre 2010

Les sections inter régionales CFDT - CGT des douanes de Lille par leur présence ici, tiennent à apporter leur soutien total aux collègues de la brigade de Steenvoorde qui sont aujourd'hui directement menacés par le fermeture de leur unité.

Nous tenons à vous rappelez les missions de notre administration :

- La mission économique qui en luttant contre la concurrence déloyale de certains opérateurs et en favorisant les exportations françaises, protège nos entreprises, donc nos emplois en France.
- La mission de protection qui est la plus visible :
 - ➔ Protection de la santé publique (stupéfiants, médicaments, crise sanitaires...)
 - ➔ Protection de la sécurité publique : lutte contre les trafics d'armes, les biens à double usage et la coopération avec la gendarmerie et la police.
 - ➔ Protection du patrimoine :
Patrimoine culturel (en luttant contre l'évasion des trésors nationaux).
Mais également le patrimoine environnemental (Par la régulation des transfert de déchet par exemple, ou l'application de la convention de Washington pour les espèces protégées).
 - ➔ Enfin la Protection des entreprises et des consommateurs (par la lutte contre les contrefaçons, le travail illégal, les normes techniques ou le blanchiment)

Depuis toujours la douane et la ville de Steenvoorde sont indissociables.

Toutes les missions qui viennent d'être citées justifient encore aujourd'hui la présence de la Brigade à Steenvoorde, en raison de son emplacement géographique qui lui permet de contrôler à la fois un axe principal, l'A25 et des axes secondaires, qu'affectionnent tout particulièrement les trafiquants, comme plaisait à le rappeler il n' y a pas si longtemps notre directeur. Celui-là même qui, maintenant, veut en totale contradiction avec ses propos dans la presse, supprimer la brigade.

Rappelons que la fermeture de l'unité de Steenvoorde va entrainer un désert douanier en Flandre Intérieure. Il ne restera aux agents de ce site pour se reclasser que le littoral (avec Calais et Dunkerque) ou la métropole lilloise. Il ne leur sera offert aucune possibilité de passerelle administrative en Flandre Intérieure qui a déjà beaucoup souffert de fermetures de services publics.

N'oublions pas que ces 23 emplois sont 23 familles qui participent à l'économie locale. Leur départ portera inévitablement préjudice à l'ensemble de la collectivité.

Les organisations syndicales douanières ont fait, font et feront leur travail, en créant un rapport de force avec nos directeurs, dans le plus grand respect des usagers et de nos missions.

Aujourd'hui cela risque de ne pas suffire.

Les élus locaux, grâce à leur engagement ont permis une première fois en 2000 de sauver cette brigade. Il faut que ce combat dépasse la seule dimension douanière. Il est l'affaire de toutes et tous, acteurs mais aussi usagers du service public.

Nous comptons donc encore une fois sur votre intervention. Votre engagement à nos côtés, sera déterminant, dans la suite et l'aboutissement de cette action, afin que la Flandre Intérieure conserve un service public de qualité.